

Umanità nova - 12 août 1920.

LES DEUX VOIES: RÉFORME OU RÉVOLUTION? LIBERTÉ OU DICTATURE? (2^{ème} partie)

Si elles étaient octroyées, et acceptées comme des concessions avantageuses faites par l'État et les patrons, toutes les réformes laissant subsister la division des hommes en propriétaires et prolétaires - et, donc, le droit pour certains, de vivre du travail des autres - ne pourraient qu'atténuer la révolte des opprimés contre les oppresseurs et conduire à instaurer un état d'asservissement dans lequel l'humanité serait définitivement divisée en classes dominantes et en classes asservies. Si on reconnaît cela, il ne reste pas d'autre solution que la révolution: une révolution radicale qui abatte tout l'appareil d'État, qui exproprie ceux qui détiennent la richesse sociale et qui mette tous les hommes sur un pied d'égalité économique et politique.

Cette révolution doit nécessairement être violente, bien que la violence soit en elle-même un mal. Elle doit être violente parce qu'il serait insensé d'espérer que les privilégiés reconnaîtront les maux et l'injustice qui naissent de leurs privilèges et se décideront à y renoncer de leur plein gré. Elle doit être violente parce que la violence révolutionnaire transitoire est le seul moyen de mettre fin à la violence bien plus grande et permanente qui maintient la grande majorité des hommes en esclavage.

D'accord donc pour les réformes, si elles sont possibles. Elles peuvent apporter momentanément quelque chose et susciter dans les masses toujours plus de désirs et d'exigences, à cette condition: que les ouvriers prolétaires se souviennent bien que les patrons et les gouvernements sont leurs ennemis et que tout ce qu'ils cèdent leur est arraché par la force, ou par la peur de la force, et serait rapidement repris s'ils cessaient d'avoir peur. Qu'ils se souviennent aussi que si, au contraire, les réformes sont obtenues par des accords et une collaboration entre dominés et dominateurs, elles ne serviraient qu'à renforcer les chaînes qui rivent les travailleurs au char des parasites.

Aujourd'hui, du reste, le danger que les réformes endorment les masses et réussissent à consolider et perpétuer l'ordre bourgeois paraît dépassé. Et, seule, la trahison consciente de ceux qui ont réussi à gagner la confiance des travailleurs par la propagande socialiste pourrait lui redonner toute son importance.

L'aveuglement des classes dirigeantes et l'évolution naturelle du système capitaliste accélérée par la guerre ont fait que toutes les réformes acceptables pour les propriétaires sont impuissantes à résoudre la crise que traverse le pays.

La révolution s'impose donc, la révolution arrive.

Mais comment la faire? Comment mener cette révolution?

Il faut naturellement commencer par l'acte même de l'insurrection, afin de balayer l'obstacle matériel qui s'oppose à toute transformation sociale: les forces armées du gouvernement.

Il est souhaitable, et peut-être indispensable que, pour l'insurrection, toutes les forces anti-monar-

chiques se retrouvent unies - puisque nous avons une monarchie. Il est nécessaire de se préparer le mieux possible, moralement et matériellement; et il est nécessaire, surtout, de mettre à profit tous les soulèvements spontanés du peuple et de chercher à les généraliser et à les transformer en mouvements décisifs, pour éviter le danger que la force populaire ne s'épuise en des actes isolés pendant que les partis, eux, se préparent.

Et après la victoire de l'insurrection, après la chute du gouvernement, que faut-il faire?

Nous, anarchistes, nous voudrions que dans chaque localité, les travailleurs, ou plus exactement la fraction des travailleurs qui est la plus consciente et qui a le plus d'esprit d'initiative, prennent possession de tous les instruments de travail, de toute la richesse, terre, matières premières, nuisons, machines, denrées alimentaires, etc..., et ébauchent du mieux possible la nouvelle forme de vie sociale.

Nous voudrions que les travailleurs de la terre qui travaillent aujourd'hui pour des patrons ne reconnaissent plus aucun droit aux propriétaires, qu'ils continuent à travailler et travaillent encore plus pour leur propre compte, en se mettant directement en liaison avec les ouvriers des industries et des transports pour échanger leurs produits.

Nous voudrions que les ouvriers des industries, ingénieurs et techniciens compris, prennent possession des usines, qu'ils continuent à travailler et travaillent encore plus, pour leur propre compte et pour le compte de la collectivité, en transformant immédiatement toutes les usines qui aujourd'hui fabriquent des choses inutiles ou nuisibles, pour produire ce qui est le plus urgent pour satisfaire les besoins des gens.

Que les cheminots continuent à faire rouler les trains, mais au service de la collectivité; que des comités de volontaires ou de personnes élues par la population prennent possession, sous le contrôle direct des masses, de tous les logements disponibles, afin de loger les plus nécessiteux du mieux qu'il est possible dans un premier temps. Que d'autres comités, toujours sous le contrôle direct des masses, s'occupent de l'approvisionnement et de la distribution des denrées.

Que tous les bourgeois actuels soient mis dans l'obligation de se fondre dans la foule de ceux qui étaient des prolétaires et de travailler comme les autres, pour jouir des mêmes avantages que les autres.

Et tout cela, immédiatement, le jour même ou dès le lendemain de la victoire de l'insurrection, sans attendre les ordres de comités centraux ou d'une quelconque autorité.

Voilà ce que veulent les anarchistes, et c'est, en définitive, ce qui se passerait tout naturellement si la révolution devait être une vraie révolution sociale et non pas se limiter à un simple changement politique qui, après quelques convulsions, remettrait tout comme avant.

Ainsi donc, ou on enlève immédiatement le pouvoir économique à la bourgeoisie, ou elle rentrera sous peu en possession du pouvoir économique que l'insurrection lui avait arraché. Et pour pouvoir enlever le pouvoir économique à la bourgeoisie, il faut immédiatement organiser l'économie sur de nouvelles bases, fondées sur la justice et l'égalité. Les besoins économiques n'admettent pas d'interruption et il faut les satisfaire immédiatement. Les «*comités centraux*» ne font rien ou agissent quand on n'a plus besoin d'eux.

Errico MALATESTA.
